



POINT COVID 25 NOVEMBRE

Un point Covid a eu lieu en urgence ce 25 novembre compte-tenu de la dégradation de la situation sanitaire et des annonces d'Olivier Véran sur l'évolution du passe sanitaire et de la vaccination.

Situation sanitaire :

La situation se dégrade très rapidement à cause de la météo, du variant delta, de la situation dans les pays voisins et de l'insuffisance de la vaccination et sans doute d'un relâchement des gestes barrières (dixit le Cabinet d'Amélie de Montchalin).

Les différents taux continuent d'augmenter et continueront à augmenter dans les prochains jours et semaines probablement.

Selon l'Institut Pasteur, la courbe est exponentielle. Le gouvernement souhaite éviter la saturation de la capacité hospitalière.

Solidaires FP a rappelé une nouvelle fois la situation désastreuse de l'hôpital public due aux restructurations, fermetures de lits etc depuis des années et la nécessité de prendre des mesures urgentes.

Dans l'Education nationale, 8500 classes sont actuellement fermées. Solidaires FP s'est fortement étonnée du fait que le protocole pourrait changer concernant les fermetures de classes en maternelle et élémentaire, alors que l'épidémie repart fortement et rapidement.

Restaurants administratifs :

Le directeur de cabinet souhaitait connaître la position des organisations syndicales sur une éventuelle augmentation des distances entre personnes lors des repas. Solidaires a répondu que la nécessité est à la

protection des agent-es et que les mesures nécessaires doivent être prises.

Le directeur de cabinet a indiqué que des modifications auraient certainement lieu.

Détecteurs de CO2 :

Des détecteurs vont être déployés dans les administrations et établissements scolaires.

Si cette mesure ne peut qu'être accueillie favorablement, pour Solidaires FP, il faut espérer que ces équipements seront bien déployés et qu'il ne s'agira pas de simples effets d'annonces comme le déploiement massif de tests dans l'Education nationale par exemple.

Port du masque :

Le masque est désormais obligatoire dans tous les établissements recevant du public.

Passe sanitaire :

La durée de validité des tests PCR et antigéniques sera réduite à 24h. Tous-tes les agent-es concernées par le passe sanitaire dans le cadre de leur travail (Musées, bibliothèques notamment...) devront selon le directeur de cabinet présenter lorsqu'elles ne sont pas vacciné-es un test de moins de 24h.

Le passe sanitaire ne sera par ailleurs plus valide dès lors qu'une personne est accessible à la dose de rappel et qu'elle n'est pas faite (délai de 7 mois avant que le passe ne se désactive).

Il n'est pas prévu à ce stade d'étendre le passe-sanitaire à d'autres lieux.

Vaccination :

La dose de rappel va être ouverte à l'ensemble de la population de plus de 18 ans 5 mois après la dernière dose injectée. Le gouvernement va inciter très fortement à la vaccination de cette dose de rappel.

L'obligation vaccinale des professionnels de santé n'est pas étendue à cette dose de rappel.

Solidaires a bien entendu rappelé ses positions tant sur le passe sanitaire que sur l'obligation vaccinale des soignant-es.

Télétravail :

A ce stade, il n'y a pas de consigne injonctive au télétravail qui est déjà en forte augmentation dans les administrations. Mais il y aura une incitation forte à augmenter le télétravail de la part de la ministre.

ASA :

Solidaires a rappelé la nécessité que tous-tes les agent-es bénéficient d'ASA pour effets secondaires suite à la vaccination.

Solidaires FP a également rappelé que télétravail et garde d'enfants ne

sont pas compatibles et qu'il convient donc de rappeler aux employeurs, compte tenu du nombre très élevé de classes fermées, que les parents doivent être placés en ASA garde d'enfants.

Le Directeur de Cabinet a indiqué que les rappels seraient faits.

Masques :

La question des masques a de nouveau fait l'objet de remarques et discussions.

Solidaires a demandé que tous-tes les agent-es qui en sollicitent puissent être dotés-es de masques FFP2. Le directeur de cabinet a indiqué que ce type de masques n'était pas recommandé et que le ministère de la fonction publique s'en tient aux recommandations du Haut Conseil à la Santé Publique.

Solidaires FP a de nouveau demandé à ce que les masques inclusifs soient enfin réellement disponibles pour tous les personnels en ayant besoin, notamment dans l'Education nationale où il a été promis il y a des mois qu'ils seraient diffusés en nombre. Il serait au-delà de dommageable que l'on attende que ces masques soient périmés.

Le directeur de cabinet a indiqué qu'un point serait fait avec le ministère de l'Education nationale.

Déplafonnement du CET pour les agent-es qui exercent à l'étranger est un dispositif reconduit pour 2021.

L'actualisation de la FAQ va être fait.